**Paris 2024 : pourquoi des inquiétudes planent sur l’offre de transport pendant les JO**

Anne Hidalgo a prévenu que le plan de mobilité des Jeux olympiques ne sera pas prêt le jour J. L’Etat et la région Ile-de-France démentent. Mais des pénuries de personnel risquent de gripper la machine.

Quinze millions de visiteurs sont attendus pour les Jeux olympiques (JO), du 26 juillet au 11 août, et paralympiques, du 28 août au 8 septembre, et le comité d’organisation a tout misé sur les transports en commun et les mobilités douces, comme le vélo, pour les acheminer vers les épreuves. Or, voilà que [la maire de Paris, Anne Hidalgo, lance un avertissement, mercredi 22 novembre](https://www.lemonde.fr/sport/article/2023/11/23/paris-2024-on-ne-va-pas-etre-pret-sur-les-transports-pour-les-jeux-olympiques-selon-anne-hidalgo_6201854_3242.html) : il y a *« deux choses sur lesquelles on ne va pas être prêt »* : *« les transports »* et *« la mise à l’abri des personnes sans domicile »* fixe.

L’élue a désigné la future station du RER E de la porte Maillot, comme un *« des endroits où les transports ne seront pas prêts parce qu’il n’y aura pas le nombre de trains et la fréquence »*. Les responsables à ses yeux ? La région Ile-de-France, qui a autorité sur les transports franciliens, *« le gouvernement un peu aussi »*. *« Mais on fait tout ça ensemble, donc je me sens concernée aussi »*, a-t-elle ajouté.

Des petites phrases qui ont immédiatement déclenché la colère du ministre délégué chargé des transports, Clément Beaune, mais aussi de la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, qui, à ce titre, préside également Ile-de-France Mobilités (IDFM), l’autorité organisatrice des transports, chargée d’anticiper, de commander et de coordonner l’offre pour les JO et les Jeux paralympiques.